

ENLÈVEMENTS DE TOURISTES DANS LE SAHEL

Un feuilleton qui vient juste de commencer

Après une séquestration qui a duré environ quatre mois, quatre des six otages, dont l'enlèvement au Niger et au Mali a été revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb, ont été libérés ce mercredi.

Il s'agit d'un envoyé spécial de l'Onu et de son assistant, tous deux d'origine canadienne, et de deux femmes touristes d'origine helvétique et allemande, alors que deux autres otages, un Britannique et un Suisse, sont restés entre les mains des ravisseurs. Cette dernière «prouesse» de l'ex-GSPC est la troisième du genre depuis 2003, où chaque fois, l'organisation terroriste s'en sort avec une rançon faramineuse destinée à financer ses actes criminels en Algérie.

Dans l'épisode de 2003, c'est sur la pression des pays dont sont originaires les touristes occidentaux enlevés que l'Algérie a dû céder et laisser la route libre à leurs ravisseurs pour les emmener au Mali où a été négociée la rançon de leur libération. Pour rappel, à l'époque, l'Algérie avait mobilisé des commandos d'élite pour les

libérer. Une première action a permis de récupérer sain et sauf un premier groupe d'une quinzaine d'otages dans la région de Tamanrasset et liquider un certain nombre de terroristes. Nombre de

voix à l'étranger ont, alors, tout fait pour mettre cette libération sur le compte d'une «largesse» des ravisseurs et non grâce à l'action d'un commando de l'armée algérienne.

L'étonnant silence des touristes quand ils ont regagné leur pays respectif, sur les conditions de leur libération a contribué à entretenir le doute sur l'efficacité des compétences militaires algériennes.

Pour en apprendre un peu plus, il a fallu, attendre l'année 2008 quand un journal algérien a pu contacter un Autrichien, M. Ingo Bleckmann, qui se trouvait parmi les otages libérés par le commando,



Ingo Bleckmann, l'un des otages libérés.

en même temps que son fils âgé de 25 ans, Andreas. «Je suis redevable de ma vie à l'armée algérienne», a-t-il tenu à déclarer.

Il a confirmé l'intervention du commando qui, selon lui, «a déployé un grand professionnalisme pour nous sauver et nous éviter le moindre mal d'autant que nous avons entendu que neuf terroristes ont été tués et que j'ai vu moi-même quatre d'entre eux».

Ayant bien mesuré et compris ce qui pourrait les

attendre dans le cas d'un enlèvement de touristes dans le Sahara algérien, les terroristes du GSPC, devenu entre-temps la branche d'Al-Qaïda au Maghreb, ne s'y sont plus aventurés. L'enlèvement de deux touristes autrichiens, l'année dernière, s'est opéré au sud de la Tunisie. Et celui de ces derniers mois, dont une partie des otages a été libérée mercredi dernier, a été commis au Niger et Mali.

Le dénouement de l'un et l'autre a eu lieu dans ce

dernier pays où ont été négociées les conditions de la libération des victimes dans une totale opacité avec, au bout du compte, chaque fois, une lourde rançon sonnante et réverbérante.

Ces graves précédents risquent désormais de devenir une règle pour les groupes terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb. Elle consiste à enlever des touristes dans n'importe quel pays limitrophe et se retirer au Nord du Mali pour monnayer à prix fort leur libération, en toute impunité.

Si les tractations sont menées en dehors du territoire algérien, il reste que l'Algérie est le seul pays à en subir les conséquences à travers des attaques sanglantes au quotidien dans ses différentes régions où l'ex-GSPC continue à disposer d'une présence. Justement, en partie non négligeable, grâce au financement provenant des rançons des touristes pris en otages en dehors du pays, et aux équipements militaires (parfois lourds) qu'il acquiert par ce moyen

auprès des contrebandiers sahéliens.

La libération de ce mercédi des deux représentants onusiens de haut rang et des deux femmes touristes, tous sains et saufs, est assurément une nouvelle rassurante. Il est à espérer que les deux derniers otages qui restent entre les mains des terroristes connaîtront la même issue. Mais sont-ils effectivement les derniers ?

Rien ne laisse penser que, tôt ou tard, l'organisation terroriste ne va pas récidiver dans cette pratique, maintenant qu'elle a acquis un savoir-faire en la matière après trois cas d'enlèvements de groupes entiers de touristes étrangers dans trois pays différents où les commandos algériens ne peuvent intervenir.

Tout laisse indiquer qu'il s'agit d'un feuilleton qui vient juste de commencer. Mais si l'Algérie n'a pas choisi cette nouvelle bataille, elle est pourtant condamnée à la gagner.

Mohamed Issami

BÉCHAR Saisie de trois véhicules chargés de kif

Les éléments de la GGF ont intercepté, dans la nuit de jeudi à vendredi, trois véhicules, de marque Toyota «Station» chargés de kif dans les environs de Erg Ferradj, une petite commune relevant de la daïra d'Abadla, située à une centaine de kilomètres au sud du chef-lieu de la wilaya de Bechar, a-t-on appris de source sûre. La même source affirme que les véhicules venaient du Maroc au moment où ils ont été pris en chasse par les gendarmes.

On ignore pour l'instant le déroulement exact de l'opération et la quantité de drogue que transportaient les trois Toyota.

Néanmoins, cette source estime la cargaison à plusieurs dizaines de quintaux, voire des tonnes. Apparemment, il y a une surproduction de kif cette année chez nos voisins de l'Ouest.

Nous y reviendrons.
Liès Mourad

SELON FAROUK KSENTINI, PRÉSIDENT DE LA CNPPDH : «L'annistie générale doit succéder à la réconciliation nationale»

Le président de la Commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme (CNPPDH), maître Farouk Ksentini, a défendu jeudi l'idée de l'annistie générale annoncée par le président de la République Abdelaziz Bouteflika, lors de sa campagne électorale pour la présidentielle du 9 avril 2009. Pour lui, dans cinq ans, l'Algérie sera le pays des droits de l'homme.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Invité jeudi matin au centre de presse du quotidien *El Moudjahid*, maître Farouk Ksentini a fait de son mieux pour «vendre» le projet de l'annistie générale. «La réconciliation nationale a besoin d'un second souffle. L'annistie générale doit succéder à la réconciliation nationale», a-t-il estimé.

Selon lui, dans la réconciliation, «il n'y a ni vaincu ni vainqueur». Ceci pour justifier sa position vis-à-vis de cette question en se référant à la personnalité du président de la République, l'initiateur, selon lui, d'une démarche dont l'application demeure jusqu'à aujourd'hui ambiguë et génératrice d'une colère latente chez tous ceux qui ont combattu le terrorisme et l'islamisme politique en Algérie durant ces deux décennies.

Le président de la CNPPDH ajoutera : «Je souhaite que le président Bouteflika aille dans le sens de l'application de l'annistie générale dans le cadre de la réconciliation nationale, parce que nous devons absolument en finir avec les pages noires de notre histoire et en ouvrir d'autres.»

Interpellé par nombre d'intervenants, Ksentini se rattrapera en précisant que «la réconciliation nationale ne doit laisser personne sur le

bord de la route. Elle doit être approfondie et cela relève du domaine du possible». L'invité du forum d'*El Moudjahid* pense que parmi les partis de l'opposition et les droits de l'homme, «il y a ceux qui ne sont jamais satisfaits des efforts consentis par l'Etat en matière de promotion des droits de l'homme en Algérie».

Lors de son intervention, maître Farouk Ksentini ne distinguera pas entre les pratiques de l'Etat et les pratiques d'un pouvoir qui a muselé l'opposition depuis notamment l'arrivée de Bouteflika au trône en 1999. Cet homme qui crie haut et fort que l'Algérie est un pays des droits de l'homme affirme ignorer les raisons ayant poussé l'opposition politique à désertier le terrain.

Il ajoutera que l'Algérie n'est ni un pays militaire, ni un pays théocratique, ni un Etat policier. «Nous sommes une démocratie populaire», indiquera-t-il avant de se contredire en affirmant que l'Algérie est une démocratie émergente. Selon Farouk Ksentini, on devra encore attendre quatre à cinq ans pour voir l'Algérie devenir un pays véritablement respectueux des droits de l'homme. «Je peux dire qu'aujourd'hui, les droits de l'homme vont mieux dans notre pays.

Dans quatre à cinq ans, l'Algérie deviendra un pays des droits de l'homme dans le sens complet du terme», croit-il, considérant les atteintes à la liberté de culte comme des faits mineurs.

La cabale judiciaire déclenchée contre la jeune Habiba de Tiarat, l'an dernier, pour s'être convertie au christianisme, est considérée comme un «incident» par Farouk Ksentini. Ce dernier qualifie ce genre d'atteinte à la liberté individuelle d'«affaires subalternes».

Le conférencier dresse un bilan positif du règne de Bouteflika et se dit «inquiet» par le grave problème des harraga au lieu d'être révolté.

Il ne dénoncera nullement la marginalisation dont sont victimes ces jeunes diplômés, la bureaucratie et la corruption qui les empêchent de concrétiser leurs projets et

participer à la relance économique de notre pays. Ksentini ajoute, à ce propos, que l'Algérien vit une souffrance sociale dont il faudra se débarrasser.

«Nous avons suffisamment de moyens financiers pour créer les trois millions de postes d'emploi promis par le président de la République», insiste-t-il. Mais quel sens aura le développement économique d'un pays si ses dirigeants n'éprouvent aucune volonté à laisser un peuple vivre et s'exprimer librement ?

Quel sens peut-on donner à ce semblant de jeu démocratique dans un pays où l'opposition est interdite d'activité et où des criminels sont graciés sans les voir un jour demander pardon ? Mais l'Histoire est là, et elle seule jugera.

L. M.

MIZRANA (TIZI-OUZOU) Un terroriste abattu

Les militaires en poste à un point de contrôle aux environs du lieudit Aït-Saïd, dans la commune de Mizrana, une quarantaine de kilomètres au nord de Tizi-Ouzou, ont abattu un terroriste, jeudi en milieu d'après-midi, alors qu'il tentait de forcer le barrage fixe de l'ANP.

Selon une source bien informée, les militaires ont commencé à essuyer des coups de feu provenant d'un véhicule qui se trouvait à une trentaine de mètres du poste de contrôle, mais leur riposte immédiate a vite fait échouer l'entreprise de ce terroriste qui, un quart d'heure plus tôt, s'était fait signaler à quelques kilomètres de là en subtilisant un véhicule à son propriétaire.

Une kalachnikov a été récupérée sur le terroriste qui a été par la suite acheminé vers la morgue du CHU de Tizi-Ouzou en fin d'après-midi. Jusqu'à hier, son identité n'avait pas encore été établie.

A. M.